

La conférence sociale

Marie-Laurence Bertrand, secrétaire de la CGT, expose les enjeux de la seconde conférence sociale organisée par le gouvernement les 20 et 21 juin prochains et les attentes de l'organisation syndicale.

C'

est la deuxième édition du genre à l'initiative du gouvernement. Quel bilan la CGT tire-t-elle de la première conférence sociale qui s'était tenue en juillet 2012?

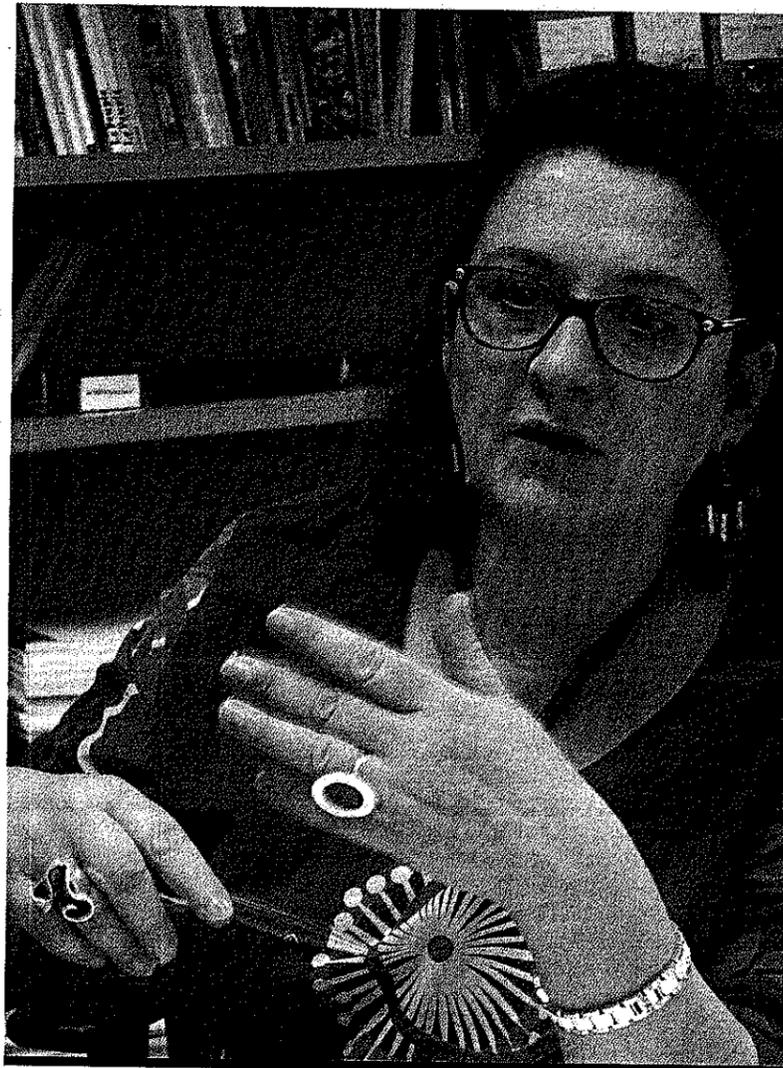
Il faut peut-être situer l'événement dans son contexte. Nous sortions des élections présidentielles et législatives au cours desquelles la CGT s'est publiquement prononcée pour un changement de politique. Nous ne sommes donc pas complètement étrangers à l'élection de ce gouvernement, et nous sommes allés à cette conférence en portant toutes les espérances du monde du travail. Les feuilles de route ouvraient un certain nombre de perspectives, mais, au sortir de la conférence, nous avons eu le sentiment que les débats n'avaient pas tenu leurs promesses. On s'est vite rendu compte qu'ils étaient enfermés dans un carcan financier, et nous en avons eu la confirmation à l'automne avec l'adoption du pacte de stabilité et la réorientation des politiques publiques. Certes, nous avons pu relever quelques motifs de satisfaction: je pense par exemple aux questions relatives à l'égalité professionnelle, y compris dans la fonction publique même s'il est urgent de passer du dire au faire. Mais il y a de sérieux points noirs, au premier rang desquels cet accord bien mal nommé de «sécurisation de l'emploi». Nous aussi sommes déçus des suites de la table ronde sur le redressement productif: toutes les filières industrielles rencontrent des difficultés.

La table ronde sur les salaires n'a rien donné, alors que les employeurs ont obtenu 20 milliards d'euros sans contrepartie au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Au total, c'est donc la déception qui domine.

Le gouvernement vante les vertus du dialogue social.

La démocratie sociale est-elle sortie renforcée de cette première conférence?

Nous préférons que le gouvernement vante les vertus du dialogue social, plutôt qu'il fustige les corps intermédiaires. Nous sommes attachés à la démocratie sociale parce qu'elle doit permettre aux salariés de se faire entendre et de compter dans la société. La conférence sociale a débouché sur un certain nombre de négociations,



nous ne pouvons que nous en féliciter. Mais tout cela n'a de sens que dans la perspective du progrès social. Or, il faut bien constater que le gouverne-

ment est davantage à l'écoute des doléances du patronat que de celles des salariés. Dans la foulée de la conférence sociale, le premier ministre en personne a fait le déplacement à l'université d'été du Medef pour annoncer qu'il offrirait un cadeau de 20 milliards d'euros aux patrons. La table ronde sur les missions de service public a débattu sur le sujet de la décentralisation, mais on se retrouve aujourd'hui avec un projet de loi élaboré sans aucune concertation avec les organisations syndicales: le contre-exemple même de la démocratie sociale.

La CGT a fermement combattu l'accord du 11 janvier sur l'emploi. Comment expliques-tu l'écart entre les intentions affichées initialement,

inscrites noir sur blanc sur la feuille de route, et le résultat final contenu dans la loi votée le mois dernier?

Le discours du Medef sur la compétitivité et le coût du travail a manifestement plus d'écho que le nôtre sur un nouveau modèle de développement et le coût du capital. Deux conceptions s'affrontent sur les solutions de sortie de crise, et celle que nous défendons n'a malheureusement pas eu le dessus... pour l'instant. La démocratie sociale ne s'exerce pas hors sol, en dehors de tout rapport de force. Et le rapport de force, pour l'instant, n'est pas à l'avantage du monde salarial. À la CGT, nous mettons tout en œuvre pour qu'il en soit autrement.

Quelles sont les urgences sociales que la CGT aimerait mettre à l'ordre du

jour de la conférence des 20 et 21 juin prochains?

Résolument, l'emploi et le pouvoir d'achat! Les indicateurs économiques

montrent que nous sommes en récession et que le pouvoir d'achat vient de connaître une chute historique, la plus importante depuis la Libération. Nous considérons qu'il est urgent de revaloriser le pouvoir d'achat pour des raisons de justice sociale, mais aussi d'efficacité économique, quand tout le monde reconnaît que l'austérité étouffe la croissance. Nous réintroduirons, dans chaque table ronde, cette question que le gouvernement a refusé d'identifier en tant que telle. Nous serons attentifs au déroulement du débat au sein de la table ronde qui traite de l'emploi et de la formation professionnelle, car nous pensons que la formation est un enjeu en soi, sans constituer une solution miracle face au chômage. Nous voulons aussi aborder la question cruciale du financement de la protection sociale, fondamentale pour imaginer un financement des retraites qui repose vraiment sur une autre répartition des richesses. Concernant la fonction publique, nous souhaitons que l'État se réinvestisse et revalorise les missions du service public, en allant au-delà des intentions affichées lors de la précédente conférence en 2012.

Quel sera le comportement de la CGT au cours de cette conférence?

Ni surestimation, ni sous-investissement. Nous avons d'abord la volonté de mettre la conférence sociale sous le contrôle des salariés. Nous voulons créer les conditions pour que la parole des salariés irrigue les débats de cette conférence, pour qu'on parle de leurs revendications et pas de celles des patrons. La conférence sociale doit être une étape pour construire le changement auquel ils aspirent majoritairement. C'est pourquoi nous les invitons à investir massivement le processus de mobi-

“

Nous invitons les salariés à investir le processus de mobilisation dans le cadre de la semaine d'action de la CES contre l'austérité

lisation organisé dans le cadre de la semaine d'action de la Confédération européenne des syndicats (CES) contre les politiques d'austérité. Les initiatives des 11, 13 et 15 juin prévues par les fédérations et le rassemblement national du 19 juin, sont autant de rendez-vous fondamentaux, juste avant la tenue de la conférence. Au-delà, nos organisations sont sur le pied de guerre et resteront mobilisées tout l'été pour

préparer une rentrée dynamique en septembre. Nul doute que nous en aurons besoin. ■ Propos recueillis par LAURENT MOSSINO Photo: Bapjoushoo

Repères

La conférence sociale sera composée de six tables rondes.

- L'emploi et la formation professionnelle.
- La définition des filières et des emplois de demain.
- La qualité de vie et la santé au travail.
- L'avenir des services publics et la modernisation de l'action publique.
- La protection sociale et la retraite.
- La dimension sociale de l'Europe.